

DYNAMIQUES

HISTOIRE SOCIALE EN REVUE



L'UNIVERSITÉ SYNDICALE, UNE EXPÉRIENCE DE LA FGTB BRUXELLES-HAL-VILVORDE (1973-1974)

Marie-Thérèse Coenen (historienne, CARHOP asbl)

Alain Leduc et Matéo Alaluf évoquent l'un et l'autre, comme source lointaine de l'Université populaire de Bruxelles, l'expérience de l'Université syndicale de la régionale de la FGTB Bruxelles-Hal-Vilvorde. Ils soulignent le rôle moteur de son secrétaire régional, René De Schutter, dans cette initiative qui allie des intellectuels militants et le mouvement syndical, ce qui est novateur à l'époque. En quoi consiste cette « université syndicale » qui a laissé tellement de traces dans les mémoires des personnes qui s'y sont impliquées ? Les sources sont plutôt rares et difficilement accessibles : la presse syndicale en a fait écho. Les archives de l'ULB ont conservé un petit dossier reprenant des notes d'orientation présentant le projet et une revue de presse. Les écrits¹, les témoignages² de René De Schutter permettent de comprendre ses objectifs mais donnent peu d'informations précises. Quelques protagonistes³ ont gardé des documents relatifs à cette expérience. Cet article n'a pour seule ambition que de compléter le panel des initiatives de formations pour adultes présentées dans ce numéro de la revue Dynamiques et de dessiner les contours de ce projet de formation. Un travail de compilation tant des souvenirs des protagonistes que de recherches d'archives reste à faire. Le sujet est loin d'être épuisé.

¹ DE SCHUTTER R « L'université syndicale », « Fil rouge, En quête de sens... », *Les cahiers du fil rouge*, n°1, 2005, p. 6-11 ; DE SCHUTTER R., « 10 ans de textes à l'intérieur du syndicat. Sélection de textes de la régionale FGTB de Bruxelles-Hal-Vilvorde de fin 1966 à mi 1977 », *Contradictions*, n°18, décembre 1978 : voir en particulier le Document 14, « Ouvrir l'université », p. 131-138 ; le Document 15, « Orientations possibles de l'action à l'université », p. 139-140 et le Document 16, « Éducation permanente et démocratisation de la société », p. 141-156.

² Entretien entre René De Schutter et Guido Vanderhulst, le 28 avril 1997 et voir : *Fil rouge d'un siècle de syndicalisme FGTB à Bruxelles*, Bruxelles, La Fonderie, 1^{er} mai 1998, p. 78-80 (Dossiers de La Fonderie, n°3).

³ Je remercie Matéo ALaluf, Bruno Vinikas et Anny Poncin de m'avoir éclairée sur cette expérience de formation.

LES UNIVERSITÉS OUVRIÈRES :
un enjeu contemporain
revue n°5-6,
mars-juin 2018

MOTS - CLÉS

- Éducation permanente
- FGTB
- Formation d'adultes
- Université populaire

COMITÉ DE LECTURE

Marie-Thérèse Coenen
Renée Dresse
Claudine Liénard
Florence Loriaux
Christine Machiels

CONTACTS

Éditrice responsable :
Christine Machiels
christine.machiels@carhop.be

Rédactrice en chef :
Florence Loriaux
florence.loriaux@carhop.be

Coordinatrice n°5-6 :
Marie-Thérèse Coenen
marie-therese.coenen@skynet.be

Support technique :
Neil Bouchat
neil.bouchat@carhop.be

www.carhop.be

Tél : 067/48.58.61
02/514.15.30

René De Schutter⁴ devient secrétaire régional de la FGTB de Bruxelles-Hal-Vilvorde à la fin de l'année 1966 et le reste jusqu'en 1976. Dans un entretien accordé à Guido Vanderhulst dans le cadre de l'histoire de la régionale⁵, il souligne la singularité de la position de Bruxelles au sein de l'organisation syndicale où le poids et le pouvoir sont plutôt du côté des organisations professionnelles (les centrales) et du côté des pôles régionaux wallon et flamand. La régionale bruxelloise est surtout une structure de services : service chômage, office de droit social, animation des sections locales, mais prend aussi en charge des problématiques transversales. Le contexte de crise des années 1970 met en avant des questions que la régionale de Bruxelles a été la première à prendre en considération comme la dimension socio-économique de l'immigration (opération de régularisation des travailleurs clandestins). Elle mène aussi une réflexion sur l'urbanisme (logement, transport) et sur la nécessité d'un véritable projet d'expansion économique de la ville (reconversion, maintien du tissu industriel, etc.). Pour René De Schutter, la formation des militants est une de ses priorités : « j'étais très porté à faire de la formation. Et je pense qu'on a fait des choses tout à fait remarquables. Il y a un certain nombre de membres qui sont devenus délégués grâce à la formation, ou bien qui, étant délégués, sont devenus de meilleurs délégués. Il y a eu un lien entre les intellectuels, les universités, les journalistes et le monde syndical, grâce à la formation. Elle a été réelle et a influencé un certain nombre d'intellectuels et d'institutions dans la région »⁶.

DÉVELOPPER UNE POLITIQUE DE FORMATION

La formation des délégués est aussi une préoccupation constante de la régionale de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Lors du congrès extraordinaire du 13 février 1971, l'assemblée insiste sur l'importance de ce volet de l'action syndicale : « en matière de formation, le Congrès souligne que l'effort devrait porter par priorité sur la formation des délégués et militants de base, en particulier sur le plan régional ».⁷ Diverses initiatives existent comme une École des cadres à Vilvorde, des formations de base pour nouveaux mandatés ou des cours plus spécialisés dans les matières de sécurité et d'hygiène au travail, sans compter les formations organisées au sein des centrales professionnelles et au niveau de la FGTB nationale. Régulièrement, la presse syndicale invite les militants et militantes à s'y inscrire et à y participer.

LE BESOIN D'UNE FORMATION DE HAUT NIVEAU

De ces expériences émerge le besoin d'une formation de haut niveau. Les militants expriment le souhait de pouvoir approfondir leurs connaissances et les modalités d'action : « c'est d'eux qu'est venue, au cours de l'année 1972, l'idée de cycles d'études prolongeant et approfondissant les matières qu'ils avaient eu l'occasion d'aborder. Ils exprimèrent le désir de voir l'organisation syndicale prendre en

⁴ René De Schutter est économiste et docteur en droit. Il est responsable du service d'études économiques de la FGTB nationale de 1958 à 1966 et, à ce titre, conseiller économique d'André Renard. Après avoir été secrétaire de la régionale de Bruxelles-Hal-Vilvorde de 1966 à 1976, il s'engage dans une ONG. Il est membre fondateur de l'ARAU, du GRESEA. Voir sa notice biographique : ALALUF M., *René De Schutter, (1933-2005), Nouvelle Biographie nationale*. <http://www.academieroyale.be/Academie/documents/DeSchutterRene20545.pdf>

⁵ *Fil rouge d'un siècle de syndicalisme FGTB à Bruxelles*, Bruxelles, La Fonderie, 1^{er} mai 1998. (Dossiers de La Fonderie, n°3).

⁶ Entretien entre René De Schutter et Guido Vanderhulst, 28 avril 1997 ; voir *Fil rouge d'un siècle de syndicalisme FGTB à Bruxelles*, Bruxelles, La Fonderie, 1^{er} mai 1998, p. 78-80 (Dossiers de La Fonderie, n°3).

⁷ *Syndicats*, n°7, 20 février 1971, p. 11.

charge un nouveau type de formation qui, au-delà d'un simple acquis, leur permettrait de comprendre de manière critique les rouages de la société dans laquelle ils vivent. Ce souci coïncide d'ailleurs avec le rôle grandissant des structures syndicales dans la réalité sociale et la volonté maintes fois affirmée d'instaurer le contrôle ouvrier dans et hors de l'entreprise »⁸. Répondant à ce besoin latent, un groupe « porteur » se réunit pendant l'année sociale 1972-1973 et prépare les lignes directrices du projet. René De Schutter peut compter sur une équipe de militants, universitaires ou non, qui aborde tant les questions de la finalité de ce type de formation que des méthodes de construction du savoir (transmission ou co-construction, voire autogestion) et les contenus que doit traiter cette formation syndicale supérieure. Les modules de formation pour les délégués en sécurité et d'hygiène, organisés à partir de 1969 à la régionale, ont déjà permis d'expérimenter des méthodes d'apprentissage basées sur l'expérience et le savoir des travailleurs. Le modèle de la formation d'adultes mis en œuvre par Bertrand Schwartz au sein du Centre universitaire de coopération économique et sociale (CUCES) à Nancy inspire les promoteurs. Matéo Alaluf et Anny Poncin se rendent régulièrement à Nancy pour observer et échanger sur les modalités afin de l'implémenter dans leurs propres initiatives de formation.⁹

Le programme de la formation s'élabore au sein d'un groupe de référence. Quatre modules sont retenus. Le premier, piloté par Roger Piette, porte sur l'économie politique. À côté de notions d'économie politique (formation des prix, des problèmes monétaires, « marché » de l'emploi, etc.), le programme vise surtout à introduire aux différents modèles de politique économique. Sont abordés la contradiction apparente entre l'économie et le social, le plein emploi et l'inflation, la consommation privée et publique, la planification nationale et les sociétés multinationales et le développement régional, etc. « L'économie politique est donc vue non comme une connaissance en soi, mais comme l'instrument d'une analyse critique de la réalité socio-économique. »¹⁰ Ce groupe de travail « Économie » planche pendant plusieurs mois pour produire un syllabus qui reprend toutes ces notions.

Le deuxième module s'intitule « Qualité de vie » et porte sur l'environnement naturel et urbanisme avec, comme coordinateur, Bruno Vinikas. Les experts, Roland Wollast, professeur de chimie à l'ULB, et Damien Hambye, architecte-urbaniste pour l'aménagement du territoire en milieu urbain, sont pour la question de l'environnement naturel. L'écologie aborde l'étude de milieux vivants sains (l'équilibre, etc.) et l'étude des milieux naturels déjà atteints. L'approche urbanistique porte sur les fonctions assumées dans la ville et celles qui ne le sont pas. La formation privilégiera un regard critique de la réalité urbaine avec la recherche de solutions pour les carences intégrant les contraintes économiques, politiques et sociales. La démarche se veut inductive et pragmatique.

Le troisième cycle « Psychologie et organisation du travail » a pour coordinateur Bernard Authuys. Y sont abordées les techniques psychologiques couramment utilisées dans les entreprises. Le vernis

⁸ FGTB Régionale Bruxelles-Hal-Vilvorde, *Cours de formation syndicale supérieure, Université syndicale*, [1973], 3 pages, Archives ULB, Fonds Enseignement supérieur, C. 14.5, n°9.

⁹ Ce point mérite d'être approfondi car il introduit un nouveau rapport entre enseignés et enseignants, sur l'évaluation, etc. Voir : LAOT F., « Le rapport à l'École en formation d'adultes dans les années 60 : l'exemple du CUCES-INFA de Nancy », *Recherche & Formation, Formes et dispositifs de la professionnalisation*, n°35, 2000, p. 195-208. http://www.persee.fr/doc/refor_0988-1824_2000_num_35_1_1681. Document implémenté le 16 juillet 2016. Françoise Laot a consacré sa thèse de doctorat à l'histoire de l'École de Nancy et à la formation d'adultes.

¹⁰ FGTB Régionale de Bruxelles-Hal-Vilvorde, *La Formation syndicale supérieure, 1973-1974*, 4 pages, Archives ULB, Fonds Enseignement supérieur, C. 14.5 n°9.

scientifique qui les recouvre en fait quelque chose de tabou. Rattacher ces techniques au contexte économique et social dans lequel elles s'inscrivent, en démonter le mécanisme, et même éventuellement, leur trouver une riposte, sont l'objectif poursuivi. Les sujets comme la sélection et le marché de l'emploi, l'organisation du travail, la qualification et les systèmes de rémunération... sont finalement assez classiques dans la démarche de formation syndicale.

Le cycle portant sur les institutions sociopolitiques est piloté par Camille Deguelle. Il propose de partir d'une situation commune à tout citoyen, le vote, et de démonter le jeu de la décision politique. Ce cycle aborde le cadre institutionnel de la décision politique et ses acteurs : les partis, les groupes, la presse, les forces économiques et sociales... Un deuxième volet traitera des notions de comptabilité publique et de comptabilité nationale et une troisième partie, de la question des relations collectives du travail (enjeu, acteurs, dynamiques).

Ce programme, dense, ne vise pas à l'acquisition pure d'une série de connaissances (transmission du savoir linéaire), mais cherche à développer l'esprit d'analyse et de critique des participants. La diplomation n'est ni souhaitée, ni souhaitable (opposition à la promotion individuelle). Il s'agit, pour René De Schutter, d'un travail culturel collectif pour comprendre la société et se donner les moyens d'agir dans le sens voulu et espéré par le mouvement ouvrier. Parmi les quatre filières de formation, la deuxième mérite particulièrement notre attention. Elle est innovante et met en avant une préoccupation sur les nouveaux enjeux du vingtième siècle pour Bruxelles : aménagement de la ville, migrations, désindustrialisation, processus de régionalisation et enjeux écologiques pour l'avenir. À plusieurs reprises, à l'occasion des congrès de la régionale FGTB, René De Schutter dresse ce diagnostic sur la situation de Bruxelles et les défis que cela suppose. La formation syndicale « universitaire » participe à cette prise en considération.¹¹

UN PROJET PÉDAGOGIQUE MILITANT

Les méthodes pédagogiques privilégient la participation, le débat et la prise en charge de la formation par les participants eux-mêmes. Plusieurs organisateurs caressent le rêve de pouvoir mettre en pratique, à travers ces groupes, une forme de cogestion de la formation comme expérience d'avant-garde de la cogestion en économie et dans la société.

L'encadrement est conséquent. À côté d'un noyau de base formé de René De Schutter, Matéo Alaluf, Michel Olivier, Angel Enciso, Bruno Vinikas, Camille Deguelle, etc., des groupes de travail interdisciplinaires comprenant des professeurs, assistants, chercheurs et universitaires¹² se mobilisent

¹¹ À titre d'exemple, nous reprenons un billet signé par René De Schutter : « La Régionale FGTB de Bruxelles-Hal-Vilvorde a défini lors de son congrès économique du 21 octobre 1972 et de son congrès statutaire du 9 décembre 1972 les grandes orientations de la politique économique et de la politique syndicale qu'elle entend mener au cours des prochaines années. [...] À Bruxelles, les problèmes d'aménagement deviennent brûlants. Nous entendons faire entendre la voix des travailleurs dans ce domaine aussi. [...] Mais pour ces nouvelles dimensions de l'action syndicale, il faut de plus en plus de militants de mieux en mieux formés. C'est pourquoi nous avons créé les cycles de formation supérieure, baptisés par d'anciens l'Université syndicale ». De SCHUTTER R., « Nécessité d'une action locale et d'une université syndicale », *Syndicats*, n°22, avril 1973, p. 11.

¹² L'équipe de préparation comprend environ 42 personnes qui interviennent comme coordinateurs, animateurs, experts ou animateurs-experts. Parmi celles-ci, il y a Francine Toussaint, Véronique De Keyser, Marianne Lacomblez, Anny Poncin, Xavier Mabilille (CRISP), etc. Cette liste est loin d'être exhaustive. [Information donnée par Anny Poncin, mars 2018].

et préparent le programme, les syllabus, la méthodologie. Chaque cycle a son coordinateur, ses experts invités à présenter leurs savoirs et des animateurs qui accompagnent le groupe et apportent le soutien pédagogique nécessaire. La formation, dès sa mise en œuvre, s'accompagne d'un processus d'évaluation pris en charge par l'Institut du travail de l'ULB. Cette évaluation sera pilotée par Marcel Bolle de Bal et réalisée par Anny Poncin avec l'aide de Viviane Dury et Lutgarde Dumont.¹³

LA FORMATION SYNDICALE SUPÉRIEURE

L'ouverture de la session est prévue pour octobre 1973. L'annonce paraît le 27 avril 1973 dans les journaux *Le Soir* et *Le Peuple*. Une émission radio à la RTB présente la future université syndicale. *Syndicats* du 5 mai 1973 publie un article de présentation. « À partir d'octobre 1973, la Régionale mettra sur pied des cours de formation culturelle supérieure. Cette décision qui répond aux vœux souvent exprimés par les assemblées de militants est un pari sur la capacité de notre organisation de prendre pied dans le domaine culturel. »¹⁴ Dans la promotion de la formation, les intentions sont précisées : l'initiative se distingue de ce qui existe comme formation au sein de l'organisation syndicale en ce qu'elle n'a pas comme finalité, l'action syndicale. Elle n'a pas non plus pour objectif « de délivrer des diplômes de niveau universitaire comme il est prévu dans les actuels projets d'université ouverte et de FOPES. Ce que la régionale poursuit, c'est une promotion collective de haut niveau ». Le projet est ambitieux. La formation vise « à armer culturellement les citoyens pour éviter que la démocratie ne devienne une façade soumise à la technocratie et aux pouvoirs des médias, à agir par l'éducation permanente pour une éducation en profondeur qui réponde aux nécessités du temps, sans tomber dans le piège du simple recyclage professionnel ou comme traduction de seconde zone de la culture dominante. Enfin, dans la mesure où le savoir est de plus en plus une des bases du Pouvoir, le devoir de l'organisation syndicale est de prendre pied dans le domaine de la culture »¹⁵.

Viennent ensuite les modalités de fonctionnement : les militants sont invités à s'inscrire à un ou plusieurs modules qui « seront adaptés, étendus, voire complétés par d'autres cycles suivant les demandes des groupes de participants ». Les groupes sont constitués de 15 à 20 participants. Les cours se donnent le soir ou le week-end avec une moyenne de 150 heures par cycle. En conclusion, la FGTB Régionale de Bruxelles-Hal-Vilvorde espère que « de très nombreux travailleurs auront à cœur de s'inscrire à ce cours afin que soit faite publiquement la démonstration que la Culture ne sera plus désormais réservée aux privilégiés. La Régionale espère aussi que de très nombreux intellectuels auront à cœur d'apporter leur collaboration à cette initiative culturelle collective »¹⁶.

¹³ PONCIN A., *Essai d'évaluation d'une expérience de formation syndicale supérieure, l'Université syndicale de la Régionale FGTB Bruxelles-Hal-Vilvorde, Étude effectuée à la demande de la Régionale FGTB Bruxelles-Hal-Vilvorde*, Bruxelles, Université libre de Bruxelles-Institut de sociologie-Centre de sociologie du travail, juin 1975, 168 p. Je remercie Anny Poncin de m'avoir transmis une copie de cette étude. Elle a systématisé le processus d'évaluation dans un article : PONCIN A., « La problématique de l'évaluation dans une expérience de formation au changement social », *Revue de l'Institut de sociologie*, 1976, n°3, p. 309-330.

¹⁴ De SCHUTTER R., *Syndicats*, n°18, 5 mai 1973, p. 11.

¹⁵ « Une grande initiative de formation de la Régionale », *Syndicats*, n°18, 5 mai 1973, p. 11.

¹⁶ *Ibidem*.

UN FRANC SUCCÈS

Les demandes d'inscription affluent très rapidement, preuve s'il en est que ce programme répond à un besoin latent. Une première rencontre est fixée le 7 juin 1973 pour informer les participants et les inviter à s'inscrire à un cycle : 26 s'inscrivent pour le cycle « Économie politique », 26 pour « Organisation du travail », 14 pour celui d'« Urbanisme et environnement » et 12 pour les institutions sociopolitiques. 13 s'inscrivent à trois ou quatre cycles à la fois. La seule condition est d'être syndiqué à la FGTB et si possible d'avoir suivi les formations de base du syndicat. Fin septembre, ce sont 224 personnes qui envisagent de se lancer dans l'aventure. La Centrale des employés (SETCA) envoie le plus grand contingent avec 77 candidats, la Centrale des services publics (CGSP) suit avec 59 participants, la Centrale des métallurgistes, 14, la Centrale générale, 8 et ensuite 5 pour la Centrale de travailleurs de l'alimentation et de l'hôtellerie, 4 pour l'Union belge des ouvriers du transport, 2 pour la Centrale du vêtement, 2 pour le Syndicat des journalistes, une personne de la Centrale des ouvriers du textile de Belgique. 6 affiliés des Jeunesses syndicales et 8 militants dans les syndicats internationaux s'y inscrivent également.¹⁷

La formation attire essentiellement les personnes occupant une fonction dans le secteur tertiaire (plus de 75 %) alors que la population active à Bruxelles est à 50 % ouvrière. Le public, constate Anny Poncin, est majoritairement masculin, 72 % pour 28 % de femmes alors que le monde employé est à 40 % constitué de travailleuses.¹⁸

Mais qu'est-ce qui peut bien motiver les militants et militantes à consacrer leur samedi après-midi ou leur soirée à se former ? Comme souvent, les motivations sont diverses. Il s'agit d'échanger des idées, avoir une formation critique, comprendre l'organisation syndicale, mieux se débrouiller dans la vie professionnelle, augmenter sa pratique militante, apprendre à s'exprimer, améliorer ses connaissances, augmenter la conscience politique.

Les témoignages assemblés lors de l'enquête d'évaluation menée par Anny Poncin montrent l'intérêt des participants pour une formation généraliste : « je viens pour apprendre, pour enrichir les connaissances, pour voir comment les autres solutionnent leurs problèmes ». D'autres aspirent à un approfondissement de l'action syndicale : « je suis déléguée syndicale dans mon entreprise, alors je me suis senti le devoir d'avoir une formation. C'est une façon de réfléchir pour envisager les problèmes », « je viens pour m'instruire, avoir une formation supplémentaire d'un point de vue syndical, parler de politique »¹⁹.

Plusieurs s'inscrivent dans une perspective militante : « pour discuter valablement, il faut un bagage intellectuel. Il faut savoir argumenter. Il faut un sens critique. La formation pourrait donner une image de la société future ». « Pour moi, ma participation est une manière d'exprimer mon désir de participer activement à la recherche d'une alternative de vie en société. »²⁰

¹⁷ PONCIN A. *op.cit.*, p. 41.

¹⁸ *Idem*, p. 42.

¹⁹ *Idem*, p. 57.

²⁰ *Idem*, p. 56.

Certains n'évacuent pas l'intérêt de la promotion individuelle : « je n'ai pas eu l'occasion de faire des études. J'aime essayer de comprendre ce qui se passe »²¹, ce qui ne s'inscrit pas dans la perspective des concepteurs de l'Université syndicale.

LE DÉROULÉ DE LA FORMATION

Dès le démarrage des cycles, les organisateurs constatent un nombre important d'abandons, soit les personnes ne sont jamais venues, soit elles participent à une ou deux sessions puis disparaissent, mais c'est souvent le cas dans la formation adulte. Concrètement, 32 personnes vont suivre les groupes « Économie politique », 17 le module « Urbanisme et environnement », 16 le cycle des institutions sociopolitique. Vu l'approche très « autogestionnaire » des groupes « Organisation du travail », il ne sera pas possible de connaître le nombre exact de participants, ceux-ci se refusant à tout comptage.²² Anny Poncin observe qu'après une chute importante au démarrage, l'abandon de la formation s'échelonne tout au long du cycle pour atteindre une moyenne de 8 participants réguliers par groupe. Sans doute s'interroge-t-elle : y-a-t-il à réfléchir du côté des formateurs aux méthodes mobilisées pour la transmission des savoirs, mais il faut aussi interroger le fonctionnement même du groupe : « en plus des objectifs de la formation et de son contenu, en plus de la motivation des participants, viennent s'ajouter les problèmes de relations entre les participants et entre participants et responsables. La nature des relations établies conditionne la stabilité et la cohérence du groupe. Ces relations ont le pouvoir dans une certaine mesure, de retenir, de laisser aller ou de rejeter ses membres »²³.

Dans les conclusions du processus de formation tel qu'il s'est déroulé, Anny Poncin²⁴ constate que les quatre cycles prévus initialement se sont déroulés en parallèle sans beaucoup de concertation entre eux. Les méthodes mobilisées variaient fort d'un module à l'autre, entraînant des manières différentes de s'impliquer dans le processus même de la formation. Entre eux, les participants d'un cycle ne se rencontraient pas et n'échangeaient pas sur leurs vécus à travers la formation. Les modalités de fonctionnement variaient au sein de chaque groupe, ce qui posait quelques problèmes à l'unité politique et à la cohérence globale du projet. Enfin, le lien entre la formation supérieure sociale et le mouvement syndical restait assez tenu : peu de responsables des centrales se sont impliqués ce qui accentuait encore le pôle universitaire et scientifique de son appellation « université syndicale ». *In fine*, elle s'interroge : cette formation pouvait-elle être syndicale, quand elle reprenait la plupart des caractéristiques nécessaires à la qualification d'universitaire ?

Le projet sera reconduit sous d'autres formes. Mais l'expérience, dont les ondes concentriques arrivent atténuées jusqu'à nous, a marqué une génération syndicale à la FGTB de Bruxelles et concrètement, l'Université syndicale, telle qu'elle s'est déroulée avec ses forces et ses faiblesses, ses innovations tant sur le plan du contenu que de l'approche méthodologique, a jeté un pont entre l'Université, les scientifiques, les militants et le mouvement syndical.

²¹ *Idem*, p. 55.

²² *Idem*, p. 44.

²³ *Idem*, p. 49.

²⁴ *Idem*, p. 139-140.

POUR CITER CET ARTICLE

COENEN, Marie-Thérèse, « L'Université syndicale, une expérience de la FGTB Bruxelles-Hal-Vilvorde (1973-1974) », *Dynamiques. Histoire sociale en revue*, n° 5-6, mars-juin 2018 [En ligne], mis en ligne le 03 avril 2018. URL : <http://www.carhop.be/revuescarhop/>